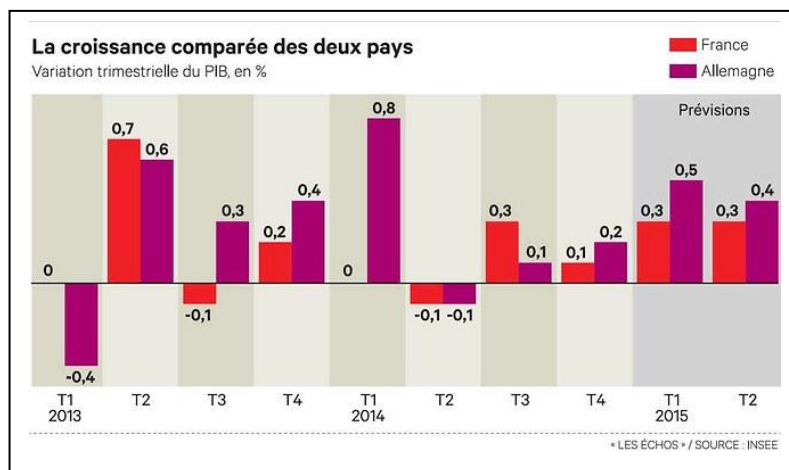


Actualité/ approfondissement.

Question : Après avoir présenté le document, vous comparerez la croissance du PIB entre la France et l'Allemagne entre 2013 et 2015.



L'activité dans la zone euro a ralenti au cours des trois derniers mois de l'année. Tant en Allemagne qu'en France, les dernières statistiques économiques publiées sont décevantes. Dans l'Hexagone, la production industrielle a reculé de 0,3 % au mois de novembre. Sur le quatrième trimestre, elle pourrait même baisser de 1 %. Voilà qui laisse augurer d'une croissance très faible sur la fin de l'année dernière. Les économistes de Barclays tablent sur une croissance nulle au quatrième trimestre tandis que ceux de l'Insee, un tout petit peu plus optimistes, anticipent une progression de 0,1 % du PIB sur les trois derniers mois de l'année. D'ailleurs, dans la zone euro en général, « les enquêtes de confiance montrent que l'activité est probablement restée mal orientée en fin d'année », estiment les économistes de BNP Paribas.

Des motifs d'espoir

En Allemagne, la situation reste volatile. En novembre, la production industrielle a affiché un léger recul de 0,1 % sur un mois, a annoncé vendredi l'Office fédéral des statistiques Destatis. Le chiffre du mois d'octobre a par ailleurs été révisé à la hausse, pointant désormais à 0,6 %, contre 0,2 % initialement annoncé. La production de l'industrie allemande, l'un des piliers principaux de la première économie européenne, avait connu un passage à vide pendant l'été avant de rebondir sur les mois de septembre et octobre. Les analystes s'attendaient à ce que ce rebond se poursuive en novembre. Le chiffre des commandes industrielles, dévoilé jeudi, avait toutefois déjà donné un signal négatif, puisqu'il avait rechuté de 2,4 % pour le mois de novembre. Les chiffres sont donc, là aussi, décevants. Avec toutefois un bémol par rapport à la France : le ministère de l'Economie continue de penser que la production industrielle allemande « a dépassé le creux de la vague ». « Le déclin du mois de novembre a déçu nos attentes ainsi que celles du consensus, mais la révision à la hausse pour le mois d'octobre compense largement cette contre-performance », commentait dans une note Christian Schulz, analyste de la banque Berenberg.

Et il existe des motifs d'espoir, tant pour la zone euro que pour la France en particulier. Ainsi, le mois dernier, dans sa note de conjoncture, l'Insee notait que « la baisse du cours du pétrole, qui s'est accentuée au cours du quatrième trimestre, enclenche dès à présent les effets favorables d'un mini-contre-choc pétrolier, sur le pouvoir d'achat des ménages d'une part, sur la situation financière des entreprises d'autre part. Comme de plus les impôts pèseraient moins fortement, le pouvoir d'achat du revenu des ménages accélérerait de nouveau, ce qui assurerait un certain regain de consommation au cours des prochains trimestres. » Les économistes d'Exane BNP Paribas s'attendent à ce que la consommation des ménages progresse de 1,2 % cette année après trois années de quasi-stagnation. Entre 2011 et 2014, celle-ci n'a en effet grimpé que d'un maigre 0,1 % par an. La dépréciation de l'euro, combinée à la montée en charge du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (Cice) et les différentes mesures visant à baisser les cotisations sociales, donnerait aussi une bouffée d'oxygène aux entreprises françaises. Sans compter que la politique monétaire de la Banque centrale européenne, qui s'apprête à devenir encore plus expansionniste, fait reculer chaque semaine les taux d'intérêt.

L'objectif du gouvernement français d'une croissance du PIB de 1 % en 2015 semble donc pouvoir être atteint. Mais les risques demeurent : la crise russe touchera par ricochet les pays européens cette année et les élections fin janvier en Grèce se dérouleront sous haute tension.

Source : les échos.fr, *L'activité en zone euro a ralenti en fin d'année dernière*, G de Calignon T Madelin, 12/01/2015

Question : Expliquez chacun des facteurs qui peuvent avoir un effet favorable sur la croissance économique des pays membres de la zone euro.